

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage , Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet NIGHT VISION GOGGLE HELMET MOUNTS	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6399-12DG87/A	Date 2012-10-23
Client Reference No. - N° de référence du client W6399-12DG87	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QF-106-23284	
File No. - N° de dossier 106qf.W6399-12DG87	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-11-08	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mastantuono, Ricardo	Buyer Id - Id de l'acheteur 106qf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-5771 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5650
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronics, Simulators and Defence Systems Div. /Division
des systèmes électroniques et des systèmes de simulation et
de défense

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

8C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Programme des marchandises contrôlées

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations exigées avec la soumission
2. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Livraison, qualité, inspection et acceptation

9. Attestations
10. Lois applicables
11. Ordre de priorité des documents
12. Contrat de défense
13. Cote de priorité (entrepreneurs établis au Canada ou des États Unis)
14. Assurance
15. Marchandises contrôlées

Liste des annexes

Annexe B Tableaux de prix

Annexe A Énoncé des travaux

Appendice 1 Caractéristiques techniques et Exigences de performance

Appendice 2 Critères techniques obligatoires

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Le besoin est décrit en détail à la Partie 6, Article 2, de la présente demande de soumissions.

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-07-11) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins deux (2) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque

article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la **province de l'Ontario**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 original et 3 copies papier)

Section I : Soumission financière (1 original et 1 copies papier)

Section II : Attestations (1 original et 1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie papier et de l'original, le libellé de l'original l'emportera sur celui de la copie papier.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

1.1 Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

1.2 En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément aux tableaux de prix de l'annexe A.

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change.

Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

Les soumissionnaires doivent indiquer la devise utilisée dans leur proposition. **Dans le cas contraire, on présumera que cette devise est le dollar canadien.** Voir la partie 4, Article 1.1, de l'invitation pour connaître les règles de conversion au dollar canadien.

Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux de prix de l'annexe A comme suit :

(i) Besoin

Article 1 : Les soumissionnaires fourniront un **prix unitaire ferme et un prix calculé** pour les cinq cent (500) fixations robattables pour dispositif de vision nocturne conformément, *FCA (franco transporteur au l'établissement de l'entrepreneur) selon les Incoterms 2012, TPS ou TVH en sus, s'il y a lieu.*

(ii) Biens optionnels

Article 2 : Les soumissionnaires fourniront un **prix unitaire ferme et un prix calculé** pour jusqu'à cinq cent (500) fixations robattables pour dispositif de vision nocturne conformément supplémentaires, *FCA (franco transporteur au l'établissement de l'entrepreneur)* selon les *Incoterms 2012*, TPS ou TVH en sus, s'il y a lieu.

Section III : Attestations et autres exigences

La proposition du soumissionnaire doit comprendre :

- (a) La page 1 du présent document d'invitation à soumissionner (demande de propositions) doit être signée et datée par un représentant autorisé du soumissionnaire dans l'espace fourni, pour attester que leur soumission est conforme à toutes les conditions de l'invitation (y compris les clauses du contrat subséquent) et qu'il accepte d'exécuter tous les travaux précisés dans la demande de soumissions;
- (b) Toutes les clauses ou sections comportant des champs à remplir ou devant être signées doivent être dûment remplies et jointes à la proposition;
- (c) Les soumissionnaires doivent soumettre les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si trois (3) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de trois soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

1.1 Évaluation technique

- 1.1.1 Le soumissionnaire doit respecter les critères techniques d'évaluation précisés à l'appendice 2 de l'annexe A.

1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission, *y compris les biens optionnels*, sera évalué en dollars, *FCA (franco transporteur au l'établissement de l'entrepreneur) selon les Incoterms 2012*, TPS ou TVH en sus, s'il y a lieu.

Aux fins de l'évaluation, le Canada doit convertir les soumissions faites en devise étrangère (non canadienne) en utilisant le taux de la Banque du Canada en vigueur à midi à la date de clôture des soumissions (<http://www.bankofcanada.ca/en/rates/exchform.html>).

2. Méthode de sélection

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - A. respecter les exigences de la demande de soumissions; et
 - B. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires.
2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) et b) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

4. Programme des marchandises contrôlées

1. Étant donné que le contrat subséquent nécessitera la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par Loi sur la production de défense, L.R., 1985, ch. D-1, les soumissionnaires sont avisés que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC à l'adresse Programme des marchandises contrôlées et l'inscription se fait comme suit :
 - A. Lorsque la demande de soumissions comporte des informations relatives aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, le soumissionnaire doit être inscrit ou exempté ou exclu en vertu du PMC avant de pouvoir recevoir la demande de soumissions. Les demandes visant à obtenir des dossiers de documents techniques ou des spécifications liés aux marchandises contrôlées doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante désignée dans la demande de soumissions et doivent comprendre le numéro d'inscription au PMC ou une preuve écrite de l'exemption ou de l'exclusion du soumissionnaire et de toute autre personne à laquelle celui-ci donnera accès aux marchandises contrôlées.
 - B. Lorsque la demande de soumissions ne comporte aucune information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, mais que le contrat subséquent nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées, le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant qui produiront des marchandises contrôlées ou qui y auront accès doivent être inscrits, exemptés ou exclus en vertu du

PMC avant d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées.

- C. Lorsque le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que le soumissionnaire retenu ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Si le soumissionnaire retenu ne prouve pas, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, il sera en défaut d'exécution du contrat subséquent, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

2. Les soumissionnaires sont avisés que tous les renseignements figurant sur le formulaire de demande d'inscription (ou d'exemption) seront vérifiés et que les erreurs ou les inexactitudes pourront causer d'importants retards et/ou entraîner le refus de l'inscription ou de l'exemption.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations exigées avec la soumission

1.1 Contenu canadien

1.1.1 Définition

1. Produit canadien : Un produit entièrement fabriqué au Canada ou d'origine canadienne est considéré comme un produit canadien. Un produit dont des composantes sont importées peut aussi être considéré comme produit canadien aux fins de la politique, pourvu qu'il ait été suffisamment transformé au Canada pour être conforme à la définition des Règles d'origine établies par L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Aux fins de cette détermination, il faut remplacer le terme « territoire », qui figure dans les Règles d'origine de l'ALENA, par celui de « Canada ». (Consulter l'Annexe 3.6(9) du Guide des approvisionnements.)

Pour les photocopieurs, ordinateurs et matériel de bureau dans les groupes 36, 70 et 74 du « Federal Supply Classification » (FSC) (classification fédérale des approvisionnements), seuls les produits des entreprises du Programme de partenariat MERIT et de CERCLE ou des entreprises qui faisaient partie du groupe prioritaire 1 avant avril 1992, sont considérés comme des produits canadiens (voir paragraphe 6.a) ci-dessous).

-
2. Service canadien : Un service fourni par un individu établi au Canada est considéré comme un service canadien. Lorsqu'un besoin consiste en l'achat de seulement un service, lequel est fourni par plus d'un individu, le service sera considéré comme canadien si au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission pour le service est fourni par des individus établis au Canada.
 3. Produits divers : Lorsque les besoins consistent en l'achat de plusieurs produits, l'une des deux méthodes suivantes est appliquée :
 - A. évaluation globale : au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits canadiens; ou,
 - B. évaluation individuelle de chaque article : dans certains cas, chaque article de la soumission peut être évalué individuellement et des contrats peuvent être attribués à plus d'un fournisseur. Dans ces cas, les fournisseurs doivent alors indiquer séparément chaque produit qui est conforme à la définition des produits canadiens.
 4. Services divers : Pour les besoins se composant de plus d'un service, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des services fournis par des individus établis au Canada.
 5. Combinaison de produits et de services : Si à la fois des produits et des services doivent être achetés, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits et des services canadiens (tel que défini ci-dessus).

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6(9), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

6. Autres produits et services canadiens :
 - A. Pour les photocopieurs, ordinateurs et matériel de bureau dans les groupes 36, 70 et 74 du FSC, seuls les produits des entreprises suivantes sont considérés comme des produits canadiens :
 - I. les partenaires MERIT du Programme de partenariat MERIT (administré par Industrie Canada [IC] et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada [TPSGC]);

- II. les entreprises qui, en date du 31 mars 1992, faisaient partie du groupe prioritaire 1, conformément à la Politique relative aux groupes prioritaires alors en vigueur; ou
- III. les entreprises CERCLE Canada comme convenu entre IC et TPSGC.

- B. Textiles : Les textiles sont considérés comme des produits canadiens lorsqu'ils sont conformes à une règle d'origine modifiée, dont il est possible d'obtenir des exemplaires auprès de la Division des vêtements et textiles, Direction des produits commerciaux et de consommation.

1.1.2 Attestation

Cet achat est limité aux produits canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

- () le ou les produits offerts sont des produits canadiens comme il est défini au paragraphe 1.2.1 ci-dessous.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Nom du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

2. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Attestations pour le Code de conduite – Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

Les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, une liste complète des personnes qui occupent actuellement un poste d'administrateur au sein de l'entreprise du soumissionnaire. Si la liste n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera les soumissionnaires du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de fournir cette liste dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable. Les soumissionnaires doivent toujours fournir la liste des administrateurs avant l'attribution du contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander aux soumissionnaires de fournir un formulaire de consentement dûment rempli et signé (*Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire [PWGSC-TPSGC 229]*) pour toute personne inscrite sur la liste susmentionnée, et ce dans un délai précis. Le défaut de fournir le formulaire de consentement dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire doit diligemment tenir à jour la liste, en informant le Canada, par écrit, de tout changement survenant au cours de la période de validité de la soumission. Il doit également fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants, au besoin. En outre, le soumissionnaire devra diligemment tenir à jour la liste et fournir, au besoin, les formulaires de consentement au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande de soumissions.

2.2 Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000\$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujetti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés

volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
3. Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- A. ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- B. ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- C. ☐ est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- D. ☐ est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Nom du représentant autorisé du soumissionnaire

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6399-12DG87/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

106qf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6399-12DG87

File No. - N° du dossier

106qfW6399-12DG87

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les biens et services décrits en détails à la section Besoin de l'annexe A, Tableaux des prix.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2012-07-16), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Date de livraison

4.1.1 Article 1 - **Besoin** (500) fixations robattables pour dispositif de vision nocturne conformément

Tous les biens livrables doivent être reçus six (6) mois après l'attribution du contrat.

4.1.2 Article 2 - **Biens optionnels** (jusqu'à 500 fixations robattables pour dispositif de vision nocturne conformément supplémentaires)

À négocier au moment de l'exercice des options.

4.2 Biens optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, qui sont décrits à la section « Biens optionnels » de l'annexe A, Tableaux de prix, du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option **dans les vingt quart (24) mois** de la date d'émission du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Ricardo Mastantuono

Chef d'équipe d'approvisionnement

TPSGC, Division des systèmes électroniques

et des systèmes de simulation et de défense - QF

Portage III 8C2 - 11, rue Laurier

Télé.: (819) 956-5771

Téléc.: (819) 956-0767

Courriel: Ricardo.Mastantuono@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

*** à déterminer ***

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être

effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Responsable de la demande d'achat

Le responsable de la demande d'achat pour le contrat est :

*** À déterminer ***

Le responsable de la demande d'achat représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable de la demande d'achat; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.4 Représentant de l'entrepreneur (*Compléter ou supprimer, selon le cas.*)

Name and contact information of the person(s) responsible for the following:

General Inquiries:

Name: _____

Telephone: _____

Facsimile: _____

E-mail address: _____

Delivery Inquiries:

Name: _____

Telephone: _____

Facsimile: _____

E-mail address: _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé selon des **prix unitaires fermes**, comme précisé dans l'annexe A, Tableaux des pris, d'un coût de \$ à déterminer (*à insérer au moment de l'attribution du contrat*), FCA (franco transporteur au l'établissement de l'entrepreneur) selon les Incoterms 2012,, TPS ou TVH en sus, s'il y a lieu.

6.2 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.3 Methode de Paiement

6.3.1 Paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités **auront été complétés et livrés** conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- A. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- B. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- C. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.4 Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

Pour tous les soumissionnaires étrangers (non canadiens):

Sauf indication contraire dans le contrat, le prix ne comprend aucune taxe fédérale d'accise, taxe locale ou d'état, de vente ou d'utilisation, aucune autre taxe de nature semblable, ni autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Le prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe fédérale d'accise, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux.

Le Canada fournira à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent être demandées par les autorités fiscales. Si le Canada omettait de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur doit payer la taxe fédérale d'accise, le Canada remboursera l'entrepreneur si l'entrepreneur prend les mesures que le Canada peut exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi recouvré.

6.5 Droits et taxes - entrepreneur établi à l'étranger - État de la Californie

Pour les soumissionnaires américains situés dans l'État de la Californie:

L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante de tous les droits de douane ainsi que de toutes les taxes de vente, de consommation, d'utilisation, d'accise, sur les biens personnels ou autres qu'il entend payer ou ne pas payer. L'entrepreneur doit suivre toutes les instructions que l'autorité contractante pourra lui donner en ce qui concerne le paiement ou le non-paiement de ces taxes.

6.6 Droits de douane - MDN est l'importateur

1. Les biens fournis en vertu du contrat étant des approvisionnements de défense, une remise des droits de douane sur les importations au Canada peut être accordée en vertu du numéro tarifaire 9982.00.00, des annexes du Tarif des douanes.
2. La remise des droits de douane payables peut être accordée selon le numéro tarifaire 9982.00.00 lorsque la valeur totale du contrat des approvisionnements de défense est de 250 000 \$CAN ou plus. Cette valeur comprend la valeur à l'importation des biens plus le droit qui serait applicable en l'absence du Tarif des douanes.
3. Le ministère de la Défense nationale (MDN) sera responsable de voir à la remise des droits de douane à l'importation ou au paiement de ces mêmes droits et de demander un remboursement à l'Agence des services frontaliers du Canada. Le MDN est également responsable de demander à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, en temps opportun, l'attestation exigée en vertu du Tarif des douanes.

6.7 Documentation des douanes canadiennes

Généralités

1. L'entrepreneur doit fournir deux (2) exemplaires de la Facture des douanes canadiennes (FDC) ou deux (2) exemplaires de la facture commerciale portant la mention « Pour les douanes seulement ».
2. Pour les envois en provenance des États-Unis et du Mexique, et qui sont d'origine états-unienne, mexicaine ou canadienne aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et aussi pour les envois en provenance d'Israël qui sont d'origine israélienne aux termes de l'Accord de libre-échange Canada-Israël (ALÉCI), l'entrepreneur doit fournir la preuve de l'origine des biens. Pour les biens d'une valeur égale ou supérieure à 1600\$ CAD, une telle preuve doit prendre la forme d'un certificat d'origine de l'ALENA/ALECI. Par contre, dans le cas de biens d'une valeur inférieure à 1 600 \$ CAD, une simple déclaration sur la facture sera suffisante. Dans les deux cas, le document doit porter une signature originale et faire référence au numéro de contrat. Pour les contrats d'une valeur égale ou supérieure à 250000\$ CAD, la preuve de l'origine n'est pas nécessaire.
3. L'entrepreneur ne doit pas engager un courtier en douanes privé pour dédouaner les biens fournis en vertu du contrat, à moins d'avoir obtenu une autorisation en ce sens du Groupe de soutien du matériel canadien - Services des douanes, au Quartier général de la Défense nationale, en communiquant par téléphone au 1-855-210-5149 ou par télécopieur au 1-800-306-1811 ou 613-971-7333.

Documents à remplir

4. La FDC ou la facture commerciale doit fournir l'information suivante :
 - A. une description détaillée des biens expédiés, y compris les codes de la « Schedule B » applicables aux États-Unis ou les codes du tarif douanier fondé sur le Système harmonisé des États-Unis;
 - B. la valeur et les conditions de vente de chaque article (par ex. vente, prêt, garantie, Incoterms 2010), y compris la valeur des réparations, les réparations aux termes d'une garantie ou les coûts de remplacement;
 - C. le numéro de contrat et les codes financiers (utiliser la case 3 de la Facture des douanes canadiennes);
 - D. le pays d'origine des biens;
 - E. dans le cas où un certificat d'origine de l'ALENA ou de l'ALÉCI a été établi, la case « Description » de la FDC ou de la facture commerciale doit contenir une déclaration indiquant qu'il a été rempli et est annexé à la facture.

Distribution des documents

5. L'entrepreneur doit joindre les documents suivants au contenant d'expédition no 1 pour tous les envois, dans une enveloppe étanche portant la mention « Documentation Douane Canada » :
 - A. un (1) exemplaire de la FDC ou un (1) exemplaire de la facture commerciale, selon le cas;
 - B. un (1) exemplaire du certificat d'origine de l'ALENA (s'il y a lieu).
6. Le second exemplaire de chacun des formulaires susmentionnés doit être joint aux documents d'expédition.
7. Un exemplaire du certificat d'origine de l'ALÉCI doit être télécopié au 1-800-306-1811 ou envoyé par courriel à DCBSCustoms@forces.gc.ca.

7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

La facture doit contenir les renseignements supplémentaires suivants :

- A. numéro de série du contrat/des bons de commande;
 - B. numéro de référence du client (NRC);
 - C. code de fournisseur de l'entrepreneur.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - A. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

W6399
Department of National Defence Headquarters
Canadian Special Operations Forces Command
(CANSOFCOM)
COS FD
101 Colonel By Drive
OTTAWA, ON., K1A 0K2

Attention: Joshua Dauphinee, DLP 5-3-3

- B. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
- C. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

8. Livraison, qualité, inspection et acceptation

8.1 Préparation de la livraison

L'entrepreneur doit préparer les articles numéro(s) 1 et (si exigé) 2 pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

L'entrepreneur doit emballer les articles numéro(s) 1 et (si exigé) 2 à raison d'un (1) unités par paquet.

8.2 Instructions d'expédition

8.2.1 Entrepreneur établi au Canada

1. La livraison doit s'effectuer ***FCA (franco transporteur au l'établissement de l'entrepreneur) selon les Incoterms 2010.*** L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.
2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)
Téléphone 1-877-877-7423 (sans frais)
Télécopieur 1-877-877-7409 (sans frais)
Courriel ILHQOttawa@forces.gc.ca

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au centre de coordination de la logistique intégrée du MDN :

-
- A. le numéro du contrat;
 - B. l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
 - C. la description de chaque article;
 - D. le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
 - E. le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
 - F. les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.
4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.
 5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du centre de coordination de la logistique intégrée du MDN.
 6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.
 7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

8.2.1 Entrepreneur établi à l'étranger

1. La livraison doit s'effectuer ***FCA (franco transporteur au l'établissement de l'entrepreneur) selon les Incoterms 2010.*** L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.
2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

- A. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé aux États-Unis (É.-U.) :

Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)
Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)
Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)
Courriel : ILHQottawa@forces.gc.ca

OU

- B. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé au Royaume Uni ou en Irlande :

Logistique intégrée du Royaume Uni (LIRU)
Téléphone : 011-44-1895-613023, ou
011-44-1895-613024, ou
Télécopieur : 011-44-1895-613047
Courriel : CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca

De plus, l'entrepreneur doit envoyer au LIRU le formulaire « Shipping Advice and Export Certificate », dûment complété, par courriel à : CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca.

La livraison de tout article excédant 600 livres sterling (GPB) exporté du Royaume-Uni et de l'Irlande sera dédouané par le MDN selon les nouveaux systèmes britanniques d'exportation et de tarifs douaniers « Her Majesty's Customs & Excise » (HMCE) New Export Systems (NES). L'entrepreneur doit respecter les exigences de « HMCE » en s'enregistrant auprès de cette organisation ou en laissant le soin à un transitaire d'assurer l'entrée des envois au Canada. Une copie imprimée de la section Export Declaration dans les « NES », indiquant clairement le numéro « Declaration Unique Consignment Reference Number », doit être fournie par l'entrepreneur et jointe à l'envoi. L'entrepreneur doit

s'assurer que cette procédure est exécutée pour tout le matériel, qu'il s'agisse d'exportation d'articles d'achat initial ou d'articles de réparation et de révision. « HMCE » autorisera à l'Unité de soutien des Forces canadiennes (Europe) à expédier les biens seulement si la procédure a été suivie de façon intégrale et convenable par l'entrepreneur.

OU

- C. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé dans un pays autre que le Canada, les É.-U., le Royaume Uni ou l'Irlande :

Logistique intégrée de l'Europe (LIE)
Téléphone : +49-(0)-2451-717199 ou 717200
Télécopieur : +49-(0)-2451-717189
Courriel : ILEA@forces.gc.ca

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN :
- A. le numéro du contrat;
 - B. l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
 - C. la description de chaque article;
 - D. le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
 - E. le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
 - F. une copie de la facture commerciale (conformément à l'article 4 de la clause C2608C du clauses et conditions uniformisées d'achat) ou une copie du formulaire CI1 Facture des Douanes Canadiennes (PDF 429Ko) - (Aide sur les formats de fichier), de l'Agence des services frontaliers du Canada;
 - G. les codes de la « Schedule B » (pour l'exportation) et les codes du tarif douanier harmonisé (pour l'importation);
 - H. le certificat d'origine de l'Accord libre-échange nord-américain (conformément à l'article 2 de la clause C2608C), applicable seulement aux États-Unis et au Mexique);
 - I. les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable, les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions applicables du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international, ou du Règlement sur le

transport par mer des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.

4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport, et des documents douaniers.
5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens sans avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du point de contact en matière de logistique intégrée du MDN.
6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.
7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus seront transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

8.3 ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)

L'entrepreneur doit mettre en place un système d'assurance de la qualité propre à la portée des travaux à exécuter. Il est recommandé que le système d'assurance de la qualité soit basé sur l'ISO 9001:2008 « Systèmes de management de la qualité - Exigences ».

L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et inspections nécessaires permettant d'établir que le matériel ou les services fournis sont conformes aux dessins, aux spécifications et aux exigences du contrat. L'entrepreneur doit conserver des registres d'inspection exacts et complets qui devront, sur demande, être mis à la disposition du représentant autorisé du ministère de la Défense nationale (MDN), qui peut en faire des copies et en tirer des extraits pendant l'exécution du contrat et pendant une période d'un (1) an suivant la fin du contrat.

Malgré ce qui précède, tout le matériel pourra être vérifié et accepté par le MDN au point de destination. Le représentant autorisé du MDN au point de destination pourra être le destinataire, le responsable technique ou le responsable de l'assurance de la qualité.

8.4 Matériaux d'emballage en bois

Tous les matériaux d'emballage en bois utilisés dans l'expédition internationale doivent être conformes aux «Directives pour la réglementation de matériaux d'emballage à base de bois dans le commerce international» - NIMP No. 15 (Normes internationales pour les mesures phytosanitaires).

Pour de plus amples informations sur les programmes canadiens d'importation et d'exportation, consulter les directives ci-dessous de l'Agence canadienne d'inspection des aliments :

- D-98-08 - Exigences relatives à l'entrée au Canada des matériaux d'emballage en bois produits dans toute région du monde autre que la zone continentale des États-Unis
- D-01-05 - Programme canadien de certification des matériaux d'emballage en bois (PCCMEB)

8.5 Palettisation

1. Pour tous les envois qui excèdent 0,566 m³ ou 15,88 kg (20 pi³ ou 35 lbs), à l'exception des envois faits par messageries, les conditions suivantes s'appliquent :
 - A. L'entrepreneur doit cercler, et au besoin envelopper, les marchandises sur des palettes de bois standard de 1,22 m x 1,02 m (48 po x 40 po). La palette à quatre entrées doit être fournie, sans frais, au ministère de la Défense nationale. La hauteur totale, palettes y compris, ne doit pas dépasser 1,19 m (47 po). La charge unitaire ne doit pas dépasser aucun bords de la palette de plus de 2,54 cm (1 po).
 - B. L'entrepreneur doit regrouper les articles identifiés d'un même numéro de stock (sur la même palette). Les palettes composées de plus d'un numéro de stock doivent être identifiées « Articles mixtes ».

- C. Les articles individuels mesurant plus de 1,22 m (48 po) de longueur ou pesant plus de 453,6 kg (1000 lbs) doivent être arrimés à des palettes plus larges ou doivent être montés sur des patins de 10,16 cm x 10,16 cm (4 po x 4 po) bien attachés au bas de l'article. Les patins doivent être séparés par un minimum de 71,12 cm (28 po).
2. Toute exception à ces exigences doit être approuvée au préalable par l'autorité contractante.

8.6 Ensembles incomplets

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité contractante.

8.7 Marchandises excédentaires

La quantité de marchandise que l'entrepreneur doit livrer est spécifiée dans le contrat. L'entrepreneur demeure responsable des marchandises excédentaires livrées, peu importe si ces marchandises ont été livrées volontairement ou suite à une erreur de la part de l'entrepreneur. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour la livraison de marchandises excédentaires, et il ne retournera pas lesdites marchandises à l'entrepreneur, sauf si ce dernier accepte de payer tous les coûts liés à leur retour, y compris, sans toutefois s'y limiter, les coûts administratifs, d'expédition et de manutention. Le Canada se réserve le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

9. Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la **province de l'Ontario**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention; y compris l'annexe A, Tableaux des prix;
- (b) **2010A (2012-07-16), Conditions générales - biens (complexité Moyenne); et**
- (c) Annexe B - Énoncé des travaux, et les appendices connexes.

12. Contrat de défense

Le contrat est un contrat de défense au sens de la Loi sur la production de défense, L.R.C. 1985, ch. D-1, et est régi par cette loi.

Le droit de propriété sur les travaux ou les matériaux, pièces, travaux en cours ou achevés, appartient au Canada, libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude. Le Canada peut, à tout moment, retirer, vendre ou aliéner les travaux en tout ou en partie conformément à l'article 20 de la Loi sur la production de défense.

13. Cote de priorité

13.1 Entrepreneurs établis au Canada

1. Comme le contrat vise la satisfaction d'un besoin canadien en matière de défense, il peut porter une « cote de priorité des États-Unis », ce qui facilitera l'importation de matériel et de services des États-Unis qui pourraient être nécessaires à l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra donc :
 - A. faire parvenir une demande à l'agent des priorités et des attributions de défense de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), soit par courriel à: DGA Priorités de défense - ACQB Défense Priorities; ou par télécopieur : 819-956-1459; et
 - B. inclure la présente clause dans les contrats de sous-traitance attribués à des entrepreneurs établis au Canada et y indiquer le numéro de contrat de TPSGC qui figure dans le contrat.

2. Le défaut de répondre à ce qui précède pourrait avoir des conséquences sur les engagements pris par l'entrepreneur en matière de livraison. Par conséquent, l'entrepreneur est responsable de toute rupture de contrat résultant d'une telle négligence.

13.2 Entrepreneurs établis des États Unis

Comme le Canada conduit des activités dans le cadre du Système américain régissant les priorités et les attributions en matière de défense, le présent contrat de défense peut porter une cote de priorité. L'agent des priorités et des attributions de défense de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit informer l'entrepreneur quant à la cote de priorité pertinente dans les soixante (60) jours suivant la signature du contrat.

14. Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

15. Marchandises contrôlées

15.1 Définition

Le contrat porte sur les marchandises contrôlées telles que définies dans l'annexe de la Loi sur la production de défense. L'entrepreneur doit signaler ces marchandises au ministère de la Défense nationale.

15.2 Programme

1. Étant donné que le contrat nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par la Loi sur la production de défense, L.R., 1985, ch. D-1, l'entrepreneur et tout sous-traitant sont avisés que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. L'entrepreneur trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC à l'adresse : Programme des marchandises contrôlées.

-
2. Lorsque l'entrepreneur et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, l'entrepreneur et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que l'entrepreneur ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Le défaut de la part de l'entrepreneur de prouver, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, sera considéré un manquement en vertu du contrat, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

3. L'entrepreneur et tout sous-traitant doivent maintenir en vigueur leur inscription, leur exemption ou leur exclusion relative au PMC pendant la durée du contrat et, dans tous les cas, aussi longtemps qu'ils examineront, posséderont ou transféreront des marchandises contrôlées.

Annexe A - Tableaux des prix

S'il y a une différence entre les prix unitaires et les prix unitaires calculés, **les prix unitaires l'emporteront.**

1. Besoin [(500) fixations robattables pour dispositif de vision nocturne conformément]

N° 'article	Description de l'article	Qté	Prix unitaire ferme	Prix calculé
1	<i>Fixations robattables pour dispositif de vision conformément à l'Annexe B, Énonce des travaux.</i>	500		

2. Biens optionnels [jusqu'à (500) fixations robattables pour dispositif de vision nocturne conformément supplémentaires]

N° 'article	Description de l'article	Qté	Prix unitaire ferme	Prix calculé
2	<i>Fixations robattables pour dispositif de vision conformément à l'Annexe B, Énonce des travaux.</i>	Jusqu'à 500		

3. Devise

Les prix unitaires fermes et le prix calculé sont établis sur la base de la devise suivante :
_____.

Annexe B - Énoncé des travaux

1.0 PORTÉE

1.1 Objet

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin d'un adaptateur d'interface commercial en vente libre qui se fixe sur l'avant d'un casque de combat et permet à un utilisateur de fixer un dispositif de vision nocturne au casque, pour utilisation mains libres. Dans le présent énoncé des travaux (EDT), cet élément se nomme " fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne ".

2.0 PRODUITS LIVRABLES

2.1 L'Entrepreneur doit fournir les éléments suivants :

2.1.1 Cinq cents (500) fixations rabattables pour dispositif de vision nocturne, conformément à l'appendice 2, Caractéristiques techniques et exigences de performance;

2.1.2 Si les options sont invoquées, jusqu'à 500 fixations rabattables pour dispositif de vision nocturne supplémentaires conformément à l'appendice 2, Caractéristiques techniques et exigences de performance; et

2.1.3 Un manuel d'utilisation, comme décrit à la sous-section 3.1 du présent EDT.

3.0 EXIGENCES

3.1 Manuel d'utilisation

3.1.1 L'Entrepreneur doit fournir un manuel d'utilisation, qui doit décrire au moins :

- (i) tout entretien quotidien requis;
- (ii) tout entretien supplémentaire à effectuer;
- (iii) les soins et l'entreposage adéquats de la fixation;
- (iv) les instructions d'utilisation de la fixation;
- (v) l'emplacement et le fonctionnement de tous les dispositifs d'ajustement et de réglage;
- (vi) les procédures de pose et d'enlèvement des dispositifs de vision nocturne.

3.1.2 L'Entrepreneur doit fournir au Responsable du Projet un (1) exemplaire papier et un (1) exemplaire électronique au format Microsoft Word ou PDF.

3.1.3 Droits de reproduction et de traduction

L'Entrepreneur doit fournir une lettre qui autorise le gouvernement du Canada à traduire et à imprimer des exemplaires du manuel d'utilisation, pour l'usage interne par le MDN seulement.

3.2 Réparations en vertu de la garantie

3.2.1 L'Entrepreneur doit attribuer un numéro d'autorisation de retour du matériel à toutes les fixations rabattables pour dispositif de vision nocturne pouvant lui être retournées pour réparation en vertu de la garantie, avant livraison des articles.

3.2.2 L'Entrepreneur doit maintenir une chaîne d'approvisionnement en pièces de rechange permettant un délai d'exécution des réparations de trente (30) jours civils suivant la réception de l'article défectueux.

Appendice 1 - Caractéristiques techniques et Exigences de performance

1. PORTÉE

1.1 Généralités

Le présent devis fournit un résumé des exigences techniques relatives à la fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne commerciale en vente libre.

2. DOCUMENTS PERTINENTS

2.1 Pertinence

2.1.1 Généralités

Les documents indiqués dans la présente section sont pertinents à condition que le présent devis y renvoie. Sinon, les documents cités doivent être considérés comme une source d'information supplémentaire.

2.1.2 Préséance

S'il y a contradiction entre le texte du présent devis et une référence citée dans le présent devis, le texte de ce dernier aura préséance.

2.1.3 Mises à jour de documents pertinents

À moins d'indications contraires, la publication ou les modifications de documents en vigueur pour le présent contrat doivent être celles en vigueur à la date d'attribution du contrat.

2.2 Documents

2.2.1 MIL-STD-810G

Norme de méthode d'essai du DOD - Considérations d'ingénierie environnementale et essais en laboratoire)

2.2.2 Rapport IMED 98-CR-15

Étude anthropométrique des forces terrestres

2.2.3 STANAG 2895

Extrêmes climatiques et conditions dérivées à utiliser dans la définition des critères de conception et d'essai pour les matériels destinés aux forces de l'OTAN

3. EXIGENCES

3.1 Exigences liées à la performance opérationnelle

3.1.1 Conditions climatiques

3.1.1.1 La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit bien fonctionner dans toutes les conditions climatiques suivantes, conformément aux exigences décrites dans les normes MIL-STD-810G et STANAG 2895 : A1, A2, A3, B1, B2, B3, C1 et C2.

3.1.1.2 La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit bien fonctionner dans les conditions environnementales suivantes, conformément aux exigences décrites dans la norme MIL-STD-810G :

- i. précipitations, y compris la pluie, la neige, la grêle et la pluie verglaçante;
- ii. sable et poussière;
- iii. brouillard d'eau salée et d'eau douce;
- iv. brouillard et brouillard salin;
- v. vibrations causées entre autres par des véhicules terrestres, des navires militaires et des aéronefs;
- vi. haute altitude.

3.1.2 Paramètres de fonctionnement

La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit posséder les caractéristiques suivantes :

3.1.2.1 Se fixer sur le carénage de VAS de la firme Ops-Core, situé à l'avant d'un masque de combat;

3.1.2.2 Être compatible avec les dispositifs de vision nocturne suivants :

- i. monoculaire de vision nocturne AN/PVS-14 d'ITT,
- ii. monoculaire multi-usage de vision nocturne de poche (MUM-14) d'Insight Technologies,
- iii. binoculaire de vision nocturne de systèmes électro-optiques L-3 M953 Infinity (AN/PVS-15), et
- iv. binoculaire bitube NVBS-15 pour systèmes de vision nocturne (NIVISYS);

3.1.2.3 Retenir le dispositif de vision nocturne en place durant les manœuvres dynamiques mains libres de l'utilisateur;

3.1.2.4 Être utilisable par un homme et/ou une femme du 5e au 95e centile, conformément au rapport IMED 98-CR-15, Étude de dimensionnement anthropométrique menée pour les Forces canadiennes.

3.2 Exigences techniques

3.2.1 Construction

La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit avoir les caractéristiques suivantes :

3.2.1.1 Être construite en alliage d'aluminium et résister à l'eau et à la corrosion;

3.2.1.2 Posséder une surface extérieure non réfléchissante; et

3.2.1.3 Être de couleur noire ou brun clair.

3.2.2 Poids pouvant être supporté

La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit tenir en place un dispositif de vision nocturne qui pèse jusqu'à 1,25 kg (2,75 lb).

3.2.3 Adaptateurs

La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit comporter un adaptateur de douille de style baïonnette et un de style queue d'aronde.

3.2.4 Montage et réglage

La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit comporter un système de montage et réglage qui possède les caractéristiques suivantes :

3.2.4.1 Fixe la fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne au casque, et ne peut pas être enlevé par inadvertance du carénage du casque;

3.2.4.2 Fixe un dispositif de vision nocturne à la fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne, et ne peut pas être enlevé par inadvertance de la fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne;

-
- 3.2.4.3 Permet à l'utilisateur de régler l'angle d'inclinaison du dispositif de vision nocturne dans le plan vertical (angulaire vers le haut/bas) d'au moins 4 degrés vers le bas par rapport au plan horizontal, et d'au moins 12 degrés vers le haut par rapport à ce plan;
- 3.2.4.4 Permet à l'utilisateur de régler la position verticale du dispositif de vision nocturne (vers le haut/bas) pour un alignement optique adéquat avec les yeux. La plage de réglage de la plus haute à la plus basse position ne doit pas être inférieure à 4,3 cm (1,7 po);
- 3.2.4.5 Permet à l'utilisateur de régler la position horizontale du dispositif de vision nocturne (vers l'avant/arrière) pour un alignement optique adéquat avec les yeux. La plage de réglage doit être d'au moins 3,8 cm (1,5 po);
- 3.2.4.6 Permet à l'utilisateur d'enlever et de remplacer tout adaptateur de douille requis, et comporte un mécanisme de verrouillage en place de tout adaptateur requis; et
- 3.2.4.7 Possède un mécanisme qui verrouille un dispositif de vision nocturne dans les positions suivantes :
- i. position de fonctionnement (c.-à-d. rabaissée); et
 - ii. position relevée.

Appendice 2 - Critères techniques obligatoires

No d'art. (réf. de l'EDT)	Besoin	Preuve de conformité	Conforme (Oui / Non)	Commentaires
1.1	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit être utilisée par un membre du Programme des armées d'Amérique, de Grande Bretagne, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ou par un membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.	Le soumissionnaire doit fournir les détails des contrats et/ou des références de clients avec la soumission afin de démontrer qu'il satisfait à cette exigence.		
3.1.1.1	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit bien fonctionner dans toutes les conditions climatiques suivantes, conformément aux exigences décrites dans les normes MIL-STD-810G et STANAG 2895 : A1, A2, A3, B1, B2, B3, C1, C2.	Le soumissionnaire doit fournir des résultats d'essai qui démontrent le fonctionnement adéquat du système, dans la plage de conditions environnementales spécifiées.		
3.1.1.2	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit bien fonctionner dans les conditions environnementales suivantes, conformément aux exigences décrites dans la norme MIL-STD-810G :	Le soumissionnaire doit fournir des résultats d'essai qui démontrent le fonctionnement adéquat du système, dans la plage de conditions environnementales spécifiées.		

	I. précipitations, y compris la pluie, la neige, la grêle et la pluie verglaçante; II. sable et poussière; III. brouillard d'eau salée et d'eau douce; IV. brouillard et brouillard salin; V. vibrations causées entre autres par des véhicules terrestres, des navires militaires et des aéronefs; et VI. haute altitude.		
3.1.2.1	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit se fixer sur le carénage de VAS de la firme Ops-Core, situé à l'avant d'un masque de combat.	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.	
3.1.2.2	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit être compatible avec les dispositifs de vision nocturne suivants : I. monoculaire de vision nocturne AN/PVS-14 d'ITT; II. monoculaire multi-usage de vision nocturne de poche (MUM-14) d'Insight Technologies III. binoculaire de vision nocturne de systèmes électro-optiques L-3 M953 Infinity (AN/PVS-15); et IV. binoculaire bitube NVBS-15 pour systèmes de vision nocturne (NIVISYS).	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.	
3.2.1	La fixation rabattable pour dispositif	Le soumissionnaire doit fournir des	

	de vision nocturne doit :	schémas et des dessins du système qui confirment la présence des caractéristiques physiques.	
	(A) etre construite en alliage d'aluminium et résister à l'eau et à la corrosion; (B) osséder une surface extérieure non réfléchissante; et (C) etre de couleur noire ou brun clair.		
3.2.2	Tenir en place un dispositif de vision nocturne qui pèse jusqu'à 1,25 kg (2,75 lb).	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.	
3.2.3	Comporter un adaptateur de douille de style baïonnette et un de style queue d'aronde.	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.	
3.2.4.1	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit être fixée à un casque, et ne pas pouvoir être enlevée par inadvertance du carénage du casque.	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.	
3.2.4.2	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit permettre d'y fixer un dispositif de vision nocturne et faire en sorte que ce dernier ne peut pas être libéré par inadvertance de la fixation.	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.	
3.2.4.3	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit permettre à l'utilisateur de régler l'angle d'inclinaison du dispositif de vision nocturne dans le plan vertical (angulaire vers le haut/bas) d'au moins 4 degrés vers le bas par rapport au plan horizontal, et d'au	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.	

	moins 12 degrés vers le haut par rapport à ce plan.			
3.2.4.4	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit permettre à l'utilisateur de régler la position verticale du dispositif de vision nocturne (vers le haut/bas), de la plus haute à la plus basse position, sur une plage d'au moins 4,3 cm (1,7 po).	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.		
3.2.4.5	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit permettre à l'utilisateur de régler la position horizontale du dispositif de vision nocturne (vers l'avant/arrière) d'au moins 3,8 cm (1,5 po).	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.		
3.2.4.7	La fixation rabattable pour dispositif de vision nocturne doit posséder un mécanisme qui verrouille le dispositif de vision nocturne dans les positions suivantes : I. position de fonctionnement (c.-à-d. rabaisée); et II. position relevée.	Le soumissionnaire doit fournir une documentation technique qui démontre la conformité.		